


59^e
congrès
UNEF
paris

étudiants de france

mensuel de l'union nationale des étudiants de france mars 1971 n° 00 1 franc

sommaire

notre couverture	rassemblement national des étudiants 5 mars 1971 cour de la sorbonne
3 éditorial	patrick feigelson
4 guichard doit négocier	guy konopnicki
5 appel des intellectuels	pour le renouveau de l'U.N.E.F.
6, 7, 8 rapport d'orientation	guy konopnicki
9 5 mars 1971	meeting international délégations et messages
IO le S.N.E.Sup au côté de l'U.N.E.F.	michel fichant
II message de mikis theodorakis liste des membres du B.N.	
12 les lycéens la C.G.T.	danielle dutil jean-louis moynot
13 renouvelée, l'U.N.E.F. combat l'impérialisme	gilbert wasserman
14 le 24 tous unis interview exclusive de j. fonda	
15 50 universités en lutte	

étudiants de france ● mensuel de l'union nationale des étudiants d
e france ● directeur : guy konopnicki ● rédacteur en chef : patrick
feigelson ● rédaction et siège social : 11, rue du caire, paris (2°).
maquette grapus ● imprimerie S.G.P. Paris. 

Ce numéro 00 d'« Etudiants de France » est un numéro spécial, destiné à populariser les débats du 59^e Congrès de l'UNEF.
Mensuel, « Etudiants de France » sera le reflet des luttes des étudiants, la tribune de leur organisation syndicale, l'UNEF.
« Etudiants de France » ne trouvera sa formule définitive, journal des luttes, mais aussi journal de toutes les préoccupations des étudiants : culture, loisirs
également qu'avec la collaboration de tous les syndiqués, de tous les étudiants.
Dans le numéro 1 commenceront les chroniques, les rubriques, les reportages dans les villes universitaires, les enquêtes et les interviews. Dès avant ce numéro,
nous demandons à tous de nous faire parvenir vos questions, vos suggestions, vos propositions pour que les prochains numéros soient plus vivants, plus riches
que ce numéro spécial.
Rendez-vous au n° 1, dans le courrier des lecteurs.
Ce journal ne bénéficie que du soutien financier de ses lecteurs ; aussi ouvrons-nous dès ce numéro une souscription permanente. (Adresse : P. Feigelson, 11, rue
du Caire, Paris 2°.)

J'adhère à l'U.N.E.F.

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : Faculté : Année d'étude :

A remettre à un militant connu de vous ou à envoyer à U.N.E.F., 11, rue du Caire, Paris-2°.

un congrès...

5, 6, 7 MARS - PARIS. Une date qui marquera dans l'histoire du mouvement étudiant. Celle du 59^e Congrès de l'UNEF, au travers duquel, dans l'enthousiasme de son déroulement et le sérieux de ses travaux, le renouveau de l'organisation syndicale des étudiants est passé du stade de l'exigence à celui de la réalité vivante.

ET les attaques que le pouvoir perpétue par la confusion ou la conspiration du silence de sa presse, n'ont pu empêcher les étudiants d'arracher leur organisation des mains de ses liquidateurs, d'exprimer leur volonté de l'utiliser comme l'arme indispensable de leurs luttes.

A partir de ce congrès, une force existe, organisée et qui sera l'interlocuteur représentatif des étudiants, de leurs préoccupations et de leurs aspirations en face d'un pouvoir dont la politique universitaire lèse leurs intérêts et compromet leur avenir.

5, 6, 7 MARS - PARIS. Une date à laquelle une certaine UNEF est morte, à laquelle est née l'Union Nationale des Etudiants de France.

CELA n'est pas fortuit. C'est le mécontentement, la nécessité de se battre pour rester étudiant, qui ont fait grandir l'exigence d'un puissant syndicat. Désormais, le lieu de réflexion, le moyen de coordination existe et appartient aux étudiants. Et c'est l'UNEF. C'est dire aujourd'hui que quelque chose va changer dans l'Université. Et de Guichard aux gauchistes, on le sait bien : on peut bien manier le procès ou la ratonnade, qu'on le veuille ou non, cette UNEF née à Paris, les 5, 6, 7 mars promet de grandes luttes et de grands succès. Luttés des étudiants, succès pour les étudiants.

CE n° 00 de « Etudiants de France » est le témoin du devenir de l'UNEF. Il reflètera, coordonnera, organisera le combat revendicatif des étudiants. Il sera le journal de l'UNEF, notre journal, votre journal. Comme tel, rien de ce qui sera les aspirations des étudiants n'en sera absent.

PARCE que son 59^e Congrès fut celui de la lutte des étudiants, l'UNEF sera une organisation pour la lutte. Que son journal en soit l'expression et marque par la parution de ce n° 00, l'étape franchie de la rénovation, vers la satisfaction de nos revendications.

Patrick FEIGELSON, rédacteur en chef.

un journal

M. LE MINISTRE est mécontent, à sa porte il y a les étudiants de Villetaneuse qui refusent que leur faculté soit fermée. Il va falloir céder et accorder les crédits ! Mais si seulement il n'y avait que ceux-là ! Il y a ceux de la Sorbonne aussi, venus apporter cinq cents signatures, pour exiger l'abrogation du décret du 19 juin.

Et Messieurs les recteurs reçoivent à tour de bras des délégations ; chaque fois les mêmes revendications : des crédits, des profs, des bourses, abrogation du décret du 19 juin, rétablissement des IPES. Et voilà maintenant que l'ensemble des luttes convergent et que cinq mille étudiants manifestent dans la cour de la Sorbonne !

Coup pour coup !

Chacune des mesures gouvernementales fait l'objet de la protestation et des luttes des étudiants.

La compression des crédits est battue en brèche par ceux qui, de Villetaneuse à Grenoble-Sciences, veulent continuer à étudier.

La dégradation des conditions de vie suscite la riposte dans les résidences universitaires, les Restau-U de Brest, Rennes et Nice qui refusent la nouvelle augmentation des tarifs.

La sélection renforcée par le décret du 19 juin est refusée par 1.400 élus UNEF, par des dizaines de milliers de signataires dans les facultés.

La réforme de la formation des maîtres, la suppression des IPES devait amener les 10 et 11 février une grève des enseignants, des personnels et des étudiants, concrétisée par de puissantes manifestations intersyndicales notamment à Paris.

Toutes ces luttes ont convergé le 5 mars en un rassemblement national de cinq mille étudiants, représentant leurs amphis. Ensemble, les étudiants de France ont exigé la satisfaction globale de leurs revendications et ont décidé de poursuivre l'action dans les facultés.

Négociez !

Satisfaction de l'ensemble des revendications, négociation d'ensemble, tel est l'objectif proposé aux étudiants par l'UNEF.

En effet, nous sommes aujourd'hui en face d'une politique d'ensemble dont les étudiants sont victimes. Si des luttes partielles permettent d'arracher des victoires locales, il nous faut aujourd'hui gagner sur plusieurs problèmes d'ensemble. Pour cela il faut que le gouvernement accepte de négocier avec les représentants des étudiants.

Le sujet de cette négociation est simple : des dizaines de milliers d'étudiants veulent vivre et étudier dans des conditions décentes, ils veulent être préparés à un diplôme et à une profes-

sion et non être les victimes d'une sélection à base sociale.

Les bases de la négociation existent. Sous la pression des luttes et grâce à l'intervention des élus UNEF Renouveau et FRUF, la commission ministérielle « Vie de l'étudiant » a reconnu la nécessité de l'allocation d'étude à ceux qui en ont besoin. Les travaux de cette commission ont été enterrés par le ministre et les députés de la majorité.

Parallèlement, le pouvoir d'achat des bourses poursuivait sa dégradation et une vaste opération de démantèlement des œuvres universitaires se dessinait. Ainsi, M. Jacques Borel s'appête à faire main basse sur les restaurants universitaires et l'on habitue peu à peu les étudiants à des tarifs qui conviennent.

Les loyers en cité universitaire poursuivent une ascension inquiétante.

Tout ceci conduit beaucoup d'étudiants au découragement, conduit la moitié d'entre eux à un salariat qui les voue à l'échec universitaire.

Il est donc grand temps que le

ministère accepte la discussion sur la base des travaux de la commission « Vie de l'étudiant ».

Mais telle n'est pas la préoccupation du baron Guichard.

Parce que le grand patronat considère comme non rentable les investissements dans l'université, le gouvernement s'empresse de réduire le taux d'accroissement du budget des constructions et de l'encadrement.

Résultat : les enseignants manquent, les locaux sont insuffisants, les bibliothèques manquent de place et de livres.

Les chantres du malthusianisme répondent que ce n'est pas l'Université qui est insuffisante mais les étudiants qui sont trop nombreux. Ils ne manquent pas naturellement de concrétiser l'argument par des mesures comme le décret Guichard-Boulin en médecine ou le décret du 19 juin, permettant d'accroître le nombre des échecs, naturellement en faisant échouer les salariés.

Ici se situe le véritable débat : faut-il développer la formation des cadres intellectuels, pro-

mouvoir une véritable politique de formation professionnelle d'un haut niveau ou se contenter de pallier des besoins immédiats fixés pour le CNPF ?

Le gouvernement a choisi, on le sait, la seconde solution. Il tourne ainsi le dos aux exigences des étudiants et aux besoins du pays pour qui la mise en valeur des richesses nées du progrès scientifique et technique sont une exigence.

Avec l'UNEF, la lutte

C'est dire que les luttes engagées sont d'une importance capitale tant pour les étudiants que pour l'avenir de l'université. C'est pour cela que le 59^e congrès de l'UNEF a décidé de poursuivre et d'intensifier l'action pour les négociations.

Cela suppose que les luttes soient suffisamment puissantes et organisées pour que le ministre entende enfin la voix des étudiants.

Développer l'action, l'organiser, lui donner une cohésion nationale, tels sont les objectifs de l'UNEF.

Le rassemblement de la Sorbonne au moment du congrès était une première étape. Mais devant le refus de Guichard de négocier, tant que les revendications ne seront pas satisfaites, l'action devra se poursuivre. Se poursuivre sur l'ensemble des questions en suspens, se poursuivre sous toutes les formes qui permettront d'organiser et de mobiliser la masse des étudiants !

Cette mobilisation peut aujourd'hui prendre une ampleur nationale par le fait qu'il existe désormais une force capable de l'organiser : l'UNEF.

C'est à son appel que les luttes s'organisent, notamment le 24 mars par une Journée nationale d'action au cours de laquelle les étudiants exigeront l'ouverture des négociations.

Le 24 mars, dans toutes les villes universitaires, des délégations se rendront dans les rectorats. Elles seront appuyées par des prises de position des conseils, par les multiples actions des étudiants.

Motions, pétitions, grèves, manifestations, toutes les formes d'action sont possibles à condition qu'elles rassemblent la masse des étudiants.

Ainsi, par une mobilisation nationale, les étudiants montreront leur volonté de faire céder Guichard.

Si la journée d'action n'est pas suffisante, l'UNEF est prête à poursuivre le combat jusqu'au succès.

Car le règlement d'ensemble des revendications des étudiants suppose un combat long et patient.

Plus forte sera la pression des étudiants, plus proche sera le succès.

En définitive, grâce aux luttes et à l'UNEF, Guichard devra céder !

GUY KONOPNICKI,
président de l'U.N.E.F.

guichard doit négocier !



appel des intellectuels pour le renouveau de l'unef

LA situation déplorable de l'Université française, qui fut un berceau de l'humanisme et de la science, est non seulement une menace contre la culture mais aussi une atteinte au développement intellectuel et au progrès technique qui met en péril l'avenir de la France.

Fidèles aux traditions d'Etude et de Recherche, dont la valeur et le prestige ont contribué à la grandeur de notre pays, les soussignés approuvent les luttes étudiantes pour l'adaptation de l'Université aux besoins de la Nation et aux exigences de notre Temps.

Rappelant qu'une réforme démocratique de l'enseignement fut l'un des objectifs de la Résistance inscrit au programme du C.N.R., ils soutiennent les légitimes revendications des étudiants conformes à l'intérêt national. Ils se félicitent de l'unité retrouvée du mouvement étudiant qui se concrétise dans le renouveau de l'U.N.E.F., saluent la tenue de son 59^e Congrès national à Paris, les 5, 6 et 7 mars 1971, et souhaitent qu'en raison de son caractère historique il puisse avoir lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne qui n'appartient qu'aux étudiants et professeurs dépositaires de la culture.

Jean AMBLARD,
artiste peintre.
Louis ARAGON,
Georges AURIC,
membre de l'Institut.
Pierre BARBERIS,
maître de conférences à l'E.N.S.
Saint-Cloud.
Fernand BENHAIEM,
avocat à la Cour.
Jean-Pierre BLOCH,
ancien ministre.
Marc-André BLOCH,
professeur honoraire à la faculté
des lettres et des sciences hu-
maines de Caen.
André BLUMEL,
avocat honoraire à la Cour d'ap-
pel de Paris, conseiller de Paris.
René CERF-FERRIERE,
ancien président du groupe de
la Résistance à l'Assemblée
consultative.
Louis DAQUIN,
cinéaste.
Denise DECOURDEMANCHE,
sœur du professeur agrégé Jac-
ques Decour, fusillé par les na-
zis (1942).
Professeur Jean DRESCH.
Commandant EICHENBAUM,
ancien de l'escadrille Norman-
die-Niemen.
Raph FEIGELSON,
ancien secrétaire général du
Comité d'action étudiant contre
toute discrimination politique,
raciale ou confessionnelle.
Max-Pol FOUCHET.
Madeleine JACOB,
journaliste.
Professeur Raymond JEAN.
Ladislav KIJNO,
artiste peintre.
Docteur Victor LAFFITE.
Hélène LANGEVIN-JOLIOT.

Pierre LECONTE,
prix Blumenthal, professeur à
l'Ecole nationale des arts déco-
ratifs de Nice ; membre du bu-
reau du S.N.E.A.
François LESCURE,
délégué de l'U.N.E.F. pour la
zone occupée en 1940-1941, un
des organisateurs de la marche
à l'Etoile du 11 novembre 1940.
Louis MARTIN-CHAUFFIER,
membre de l'Institut.
Jean ORCEL,
membre de l'Académie des
sciences.
Claudine PETIT,
professeur à la faculté des scien-
ces de Paris.
Jacques PETIT,
professeur, résistant du 11 no-
vembre 1940.
Jean PICART-LE-DOUX,
professeur à l'Ecole nationale
des arts décoratifs.
Michel PICCOLI,
comédien.
Louis PICOT,
compagnon de la Libération.
Frédéric POTTECHER,
journaliste.
Lucy PRENANT,
directrice honoraire de l'Ecole
normale supérieure de jeunes
filles.
Marcel PRENANT,
professeur honoraire à la faculté
des sciences de Paris.
Henri ROL-TANGUY,
commandant des F.F.I. de l'Ile-
de-France.
G. SNYDERS,
professeur de Sciences
de l'Education à la Sorbonne.
Albert SOBOUL,
professeur à la Sorbonne.

59^e congrès rapport d'orientation

Après le débat de validation, l'adoption de l'ordre du jour, l'élection du bureau du congrès, le congrès reprenait à 14 heures.

A la tribune, Guy Konopnicki, président de la commission de Préparation du Congrès, présente le rapport. Nous donnons ici de larges extraits de ce rapport :



Chers camarades,
Le 59^e Congrès de l'U.N.E.F. constitue la première expérience de débat syndical depuis plusieurs années à l'U.N.E.F.

Il a été préparé par deux cents assemblées générales de comités d'action, par des dizaines de débats avec les étudiants. Congrès de lutte, il s'inscrit dans une période où les actions se multiplient dans les facultés et rassemble les délégués des luttes des étudiants.

La tenue de notre congrès prouve que malgré les différentes tentatives de liquidation, l'U.N.E.F. connaît un réel développement, qu'elle est prête à devenir la grande organisation dont les étudiants ont besoin.

Pourtant, tout a été mis en œuvre pour que l'U.N.E.F. ne tienne pas son congrès depuis la démission d'une direction en faillite jusqu'aux tentatives de putsch et au concile scissionniste de Dijon auquel Guichard a apporté sa caution. Certains, en effet, ont cru bon de quitter l'U.N.E.F. parce qu'ils y étaient minoritaires. Nul ne les y a contraints et nul ne les force à rester en dehors de l'organisation, s'ils sont prêts à respecter le débat démocratique. Celui-ci doit s'ouvrir à partir d'une réflexion sur la situation des étudiants, de l'Université, sur les problèmes posés par la politique universitaire, scolaire et économique du pouvoir, ainsi que sur les devoirs de solidarité internationale de l'U.N.E.F.

I. LES ETUDIANTS FACE A L'UNIVERSITE DE CLASSE

Trois questions principales sont posées dans la vie des étudiants : leur situation matérielle, leurs études et leur avenir.

Situation matérielle

La grande majorité des étudiants est issue de couches sociales dont le pouvoir d'achat va en se dégradant. 9,4 % d'entre eux sont des fils de travailleurs, et l'on sait que les hausses du coût de la vie survenues depuis 2 ans, sans que les salaires

aient été globalement réévalués depuis les accords de Grenelle, en ont dégradé le niveau de vie. Les mêmes problèmes sont posés aux 8,6 pour cent de fils d'employés, aux 16,7 % d'enfants de classes moyennes. 28 % des étudiants proviennent de familles de petits commerçants et artisans, et l'on sait que l'accroissement des charges fiscales conduit nombre d'entre eux à renoncer à leur profession.

C'est-à-dire que pour la majorité des étudiants l'aide familiale ne peut permettre de vivre et de poursuivre des études.

C'est pourquoi, de nombreux étudiants sont contraints à un travail salarié, et les statistiques montrent que la moitié des étudiants effectue ce travail en permanence, et que 80 pour cent des étudiants s'y consacrent à un moment donné de leurs études. Le résultat est connu : 9 salariés sur 10 échouent à leurs examens.

Non seulement, rien n'est fait pour pallier une telle situation, mais, de plus, le principal employeur d'étudiants est le ministère de l'Éducation nationale qui recrute un personnel enseignant et administratif au rabais parmi les étudiants.

Pourtant la solution du problème est connue et la Commission ministérielle « Vie de l'étudiant » fut contrainte d'en tenir compte en préconisant un système d'allocation d'étude (...).

Alors que le logement constitue un problème extrêmement important pour des dizaines de milliers d'étu-

diants, le V^e Plan accuse un déficit de 40.000 chambres par rapport à des objectifs pourtant insuffisants et ce déficit n'est pas rattrapé au VI^e Plan.

Ce manque de logements sociaux pour étudiants permet une escalade constante des loyers chez les particuliers sans qu'aucun contrôle puisse être fait. De plus les loyers en cité ont eux-mêmes connu des hausses importantes. Et l'objectif gouvernemental consiste à se débarrasser des logements sociaux universitaires au profit de constructions privées qui existent déjà dans certains campus et dont les loyers seraient plus élevés (...).

Les tarifs des Restau U ont augmenté en octobre et de nouvelles hausses sous forme de cartes hebdomadaires sont envisagées et déjà repoussées par la lutte et l'action des élus de la FRUF, de l'UGE et de l'UNEF dans trois CROUS. Dans la majorité des cas le nombre des Restau U est insuffisant et la qualité des repas laisse à supposer que l'on considère que la nourriture intellectuelle suffit aux étudiants.

De telles conditions de vie conduisent 2/3 des étudiants à abandonner leurs études avant d'avoir pu obtenir un diplôme de 2^e cycle.

Tout est fait pour écarter les étudiants les plus défavorisés de l'enseignement supérieur (...).

Etudes

Trois caractéristiques dominent l'enseignement supérieur : le manque de moyens, la sélection sociale par l'échec, l'inadaptation des programmes.

Le nombre d'enseignants ne permet pas non plus d'assurer un réel encadrement pédagogique et nombre de groupes de travail et séminaires comptent plus d'une centaine d'étudiants ce qui interdit tout travail collectif. Dans de nombreux cas des matières figurent au programme des examens sans que les enseignements soient assurés pour leur préparation. Préparés dans de telles conditions, les examens sont l'angoisse de ceux qui n'ont pas la possibilité matérielle d'effectuer un travail person-

nel, et notamment des étudiants salariés qui ne peuvent assister aux enseignements.

Cette situation se trouve aggravée par le décret du 19 juin qui en combinant formellement l'examen et la vérification continue des connaissances rétablit de fait l'assiduité obligatoire et transforme le cursus universitaire en un bachotage permanent.

De plus, le décret sur les unités de valeurs transforme le DUEL et la licence en une somme d'unités de valeurs, ce qui crée en fait une note éliminatoire.

Le résultat de cette politique c'est que l'université constitue un vaste filtre et un gâchis d'intelligence.

Avenir

En outre les programmes mêmes des facultés ne correspondent ni à l'avenir de la vie professionnelle, ni au développement de la connaissance; c'est dire qu'il existe un double décalage : décalage entre le développement de la science et la mise en pratique de ce développement, entre cette mise en pratique et l'enseignement (...).

Mise à part une poignée de privilégiés, issus de la bourgeoisie et destinés à occuper des fonctions de grands cadres de l'Etat et de l'économie, la masse des étudiants se destine à des fonctions salariées. Or, les deux tiers des étudiants abordent ces fonctions de salariés sans diplôme (...).

L'enseignement ne fournit ni la qualification professionnelle ni même la formation générale indispensable pour acquérir une formation professionnelle.

Deux défauts opposés se retrouvent : les IUT diffusent une formation étroitement spécialisée, sans base fondamentale, et ne permettent pas d'assurer le développement de la connaissance, et les facultés de lettres diffusent une formation générale mais parcellaire ne conduisant à aucune formation professionnelle.

Cela conduit à une dévalorisation des diplômes sur le marché du travail (...).



L'Université actuelle

Cette situation n'est pas seulement un état de fait. Elle provient à la fois d'une politique cohérente d'adaptation de l'enseignement aux besoins du grand capital et du caractère de classe de l'Université (...). Cette politique ne provient pas d'on ne sait quel machiavélisme sans fondement précis ou comme le prétend R. Aron d'un phénomène purement biologique indépendant de l'économie.

Elle correspond au contraire au choix économique fait par les oligarchies financières. Celles-ci ont pour loi la recherche du profit et n'opère les investissements que pour accroître les profits.

Cela conduit à refuser toute qualification professionnelle à la masse de la jeunesse, à choisir délibérément le développement d'une main-d'œuvre non qualifiée et donc moins chère (...).

A tous les niveaux il y a un gâchis volontaire d'intelligence, ce qui fait qu'à l'entrée même de l'université l'immense majorité des jeunes est déjà éliminée. Le caractère néfaste d'un tel refus de puiser dans les richesses du peuple de notre pays n'est pas une découverte nouvelle. Diderot plaiderait déjà pour l'instruction publique en disant : « Il y a mille fois plus de chaumières que de palais, il y a donc mille fois plus de chances que le génie sorte d'une chaumière que d'un palais » certes il ne s'agit pas seulement de déceler le « génie ». Il s'agit de permettre un développement de la culture, de la science et de la technique afin que chacun puisse trouver dans la société la place qu'il mérite.

Or, non seulement au niveau des structures et des moyens mis en œuvre l'éducation nationale freine l'accès de tous à la culture et à la formation professionnelle, mais encore le système d'enseignement et son contenu ne permettent pas de former les cadres nécessaires.

En fait, en limitant le développement de l'Université, en refusant de l'ouvrir largement, en maintenant la diffusion des idées rétrogrades, les forces sociales au pouvoir tournent le dos à l'intérêt national. Elles interdisent au pays de puiser dans ses propres richesses et d'exploiter les riches possibilités du développement scientifique.

Elles assignent pour fonction à l'Université de former une main-d'œuvre étroitement spécialisée, de contribuer au maintien des rapports de production. Elles lui refusent donc sa mission de diffusion et d'élargissement du savoir, de formation générale et professionnelle. En même temps, le caractère de classe de l'Université est préjudiciable aux étudiants (...).

Le VI^e Plan renforce les tendances les plus néfastes du système universitaire en introduisant en plus une tentative de démantèlement des services publics et nationalisés.

Les applications concrètes sont multiples : restructuration, décrets sur les langues, classification de la valeur des diplômes, suppression des IPES et création des ITFP, renforcement de la sélection, etc...

On le voit, la situation des étudiants, le caractère de classe de l'Université, les mesures rétrogrades prises par le pouvoir sont les raisons fondamentales du combat pour la défense des revendications des étudiants.



II. LA LUTTE DES ETUDIANTS CONTRE L'UNIVERSITE DE CLASSE

C'est pour défendre leurs intérêts et parce qu'ils ressentent plus ou moins clairement l'inadaptation de l'Université, que les étudiants ont depuis trois ans développé des luttes d'une ampleur nouvelle.

Mai 68 a ainsi marqué le tournant des luttes ; en effet, parce que le pouvoir s'attaque toujours plus directement aux étudiants, les étudiants désignent plus clairement leur adversaire.

C'est le premier enseignement que nous devons tirer de mai 68.

Le second, c'est la volonté d'être unis dans la lutte avec les autres victimes du pouvoir (...).

III. LES REACTIONS DU POUVOIR

Face aux luttes le pouvoir a une triple réaction : les isoler, tenter d'intégrer les étudiants à sa politique, s'attaquer aux libertés syndicales et démocratiques.

Nous l'avons vu, le pouvoir cherche à isoler les étudiants et il dispose pour cela d'un poids d'habitudes et d'images toutes faites, de l'appui d'une certaine presse. Cette attitude est significative du fait que le gouvernement mis en minorité au référendum de 1969, ébranlé par les luttes populaires craint de se trouver lui-même isolé. C'est aussi pour cela qu'il développe une politique d'intégration (...).

Elle est même la réplique traditionnelle au mécontentement. Mais elle tient compte aujourd'hui des illusions qui peuvent subsister dans nos milieux. A l'Université, l'intégration se manifeste par l'utilisation que le pouvoir veut faire des conseils.

Elle est largement mise en échec par le fait qu'aucune organisation réactionnaire ou corporatiste n'a eu la capacité d'affronter le mécontentement des étudiants lors des dernières élections universitaires et par le succès des listes composées des militants qui luttent pour le renouveau de notre organisation syndicale.

En effet, tous ceux qui ont appelé les étudiants à la désertion préféraient laisser le champ libre à des mouvements qui auraient pu devenir la représentation légale des étudiants et soutenir en leur nom la politique d'Olivier Guichard.

Il n'en a pas été ainsi et pour 1.400 sièges les représentants officiels des étudiants sont des syndicalistes. Cela dit une consultation électorale ne peut à elle seule régler les problèmes et il appartient aux élus de faire reculer les tentatives d'intégration en utilisant les conseils pour la

lutte. Guichard l'a bien compris puisqu'il veut interdire la publicité des débats des conseils et donner des pouvoirs exorbitants aux présidents.

Enfin, il existe à l'heure actuelle un renforcement de caractère autoritaire du pouvoir avec la loi scélérate, la cour de sûreté de l'Etat, les arrestations arbitraires comme celles de Gilles Guiot, les mesures d'intimidation.

L'Université bénéficie de mesures particulières comme la banalisation des campus et la création d'un corps de vigiles universitaires.

Ces mesures visent à renforcer l'arsenal répressif dont le pouvoir dispose pour frapper le mouvement démocratique.

Pour les appliquer, le pouvoir crée lui-même des incidents, spéculer sur l'agitation gauchiste et veut à la fois susciter des réflexes de peur — surtout à la veille des municipales — et habituer l'opinion publique à la répression.

Cela dit, sa marge de manœuvre est restreinte. Le mouvement populaire suscité par le vote de la loi scélérate en gêne l'application. La preuve vient d'en être donnée par la libération de Gilles Guiot obtenue par un mouvement extrêmement important chez les étudiants et les lycéens.

Comme l'ont déclaré en commun les organisations syndicales et les partis de gauche, il importe d'être vigilant vis-à-vis de la répression. Mais encore faut-il bien comprendre dans la période actuelle la signification de cette nécessaire vigilance.

Cela veut dire tout d'abord qu'il faut s'efforcer dans l'action de ne pas attirer la répression par des formes d'actions qui ne seraient pas comprises de la population, des étudiants.

Répression : vigilance

Cela veut dire aussi qu'il faut combattre chaque mesure de répression. Nous devons nous prononcer contre l'arbitraire et exiger la libération de tous ceux qui sont injustement emprisonnés, même lorsque nous pensons que leurs méthodes d'action sont précisément celles qui permettent au pouvoir de développer un climat d'insécurité.

Cela signifie que nous nous prononçons contre la cour de sûreté de l'Etat qui n'a aucune raison d'être dans la période actuelle.

Vis-à-vis des juridictions universitaires notre position est identique. Nous devons demander l'abrogation de tous les textes officiels qui permettent de prendre des sanctions universitaires pour des motifs politiques ou pour des motifs extérieurs à l'Université.

Certes nous ne sommes pas dans la situation de certaines entreprises où la répression patronale s'exerce au travers de licenciement de militants syndicaux et l'Université jouit encore d'un statut particulier du point de vue de la liberté d'expression.

Mais à l'Université les mesures répressives qui se développent remettent en cause les franchises elles-mêmes, frappent des militants syndicaux de l'U.N.E.F. et pour certaines servent de foyer de provocation.

Ainsi nous ne pouvons pas accepter les exclusions arbitraires de l'Université, la banalisation des campus,

la présence policière constante et totalement injustifiée à proximité des facultés et notamment au quartier Latin (...).

L'exercice des libertés démocratiques est en effet la condition même de la possibilité de défendre les intérêts des étudiants.

En même temps les étudiants, les universitaires en général, de par les traditions démocratiques de l'Université, sont attachés au respect de la démocratie (...).

IV. LES PROBLEMES DE LA LUTTE D'ENSEMBLE

La lutte des étudiants pour leurs revendications, la défense des libertés démocratiques à l'Université suppose pour les étudiants l'appui de l'opinion publique, elle nécessite le soutien de toutes les organisations syndicales.

Parallèlement, les étudiants ne vivent pas en vase clos. Les questions qui préoccupent l'ensemble de la population préoccupent également les étudiants.

Par les difficultés qu'ils rencontrent, leurs problèmes d'avenir, les étudiants se posent non seulement les problèmes de l'Université, mais aussi ceux de la société dans laquelle ils vivent et dont ils seront les salariés. C'est dire que non seulement ils se heurteront à la politique universitaire du pouvoir, mais aussi à l'ensemble de sa politique économique et sociale. Celle-ci a les mêmes bases que l'orientation de l'Université qui d'ailleurs en découle (...).

Ainsi, parce que la satisfaction durable des revendications suppose la démocratisation de l'enseignement et parce que les étudiants vivent les contradictions d'un système dont on leur interdit de discuter la finalité, leur syndicat doit se prononcer pour une université démocratique dans une société nouvelle.

Certes, il n'est pas possible de se prononcer, dans l'état actuel du mouvement, sur la nature exacte de cette société, mais nous pouvons en définir les caractéristiques essentielles pour les étudiants.

En premier lieu, elle devra garantir à tous l'accès à la culture et à la formation professionnelle.

Elle devra permettre le libre développement de la connaissance et son utilisation pour l'intérêt public.

A l'inverse du système actuel, elle devra être caractérisée par la démocratie, ce qui signifie que les syndicats — tout en conservant leur indépendance — devront être partie prenante des discussions concernant ceux qu'ils représentent.

La réalisation d'un tel système suppose que l'on ne permette plus que les richesses nationales soient accaparées.

Dans ce cadre nous sommes attachés à la réalisation d'une université démocratique (...).

Un tel système d'enseignement doit permettre à chaque jeune d'accéder à la profession de son choix. Cela suppose donc une aide matérielle et pédagogique pour tous ceux qui en ont besoin.

Par ailleurs, l'Université démocratique devra être liée à la recherche afin de permettre la diffusion rapide des connaissances les plus modernes. Elle devra être gérée démocratiquement par les représentants des étudiants, des enseignants, des personnels et de l'Etat démocratique.

Son indispensable liaison avec l'économie doit se faire en fonction de l'intérêt national, de celui des étudiants et en fonction du développement scientifique.

Au sein d'une telle université, les libertés démocratiques doivent naturellement être garanties (...).

Pour cela il faut que le quart du budget de l'Etat soit accordé à l'éducation nationale, comme le proposait le plan Langevin-Wallon dont les travaux servent de base à tous les démocrates (...).

Contrairement à ce que prétendent les corporatistes, lutter pour la démocratisation de l'enseignement et de la société n'est pas contradictoire avec la défense des revendications des étudiants.

En même temps, contrairement à ce que prétendent les anciens dirigeants de l'U.N.E.F. et les groupes gauchistes, la lutte pour les revendications immédiates n'éloigne pas de la lutte pour les changements décisifs. La lutte pour les revendications nourrit la lutte pour la démocratie en permettant aux étudiants de faire l'expérience concrète de l'action unie. Elle contraint le pouvoir à faire des investissements dans l'école et modifie donc la répartition de classe et des richesses nationales. Elle préserve l'avenir de l'Université en réalisant sa défense face aux monopoles.

Enfin c'est dans la lutte revendicative que se forment les alliances entre les étudiants et toutes les couches de la population qui ont intérêt à ce que se réalisent de grands changements démocratiques.

V. LES ALLIÉS

Le mouvement étudiant n'existe pas isolément. Il est une des expressions du caractère réfaste de la société. Il ne peut triompher seul et constitue un allié important pour d'autres.

Les étudiants, en effet, partagent avec la jeunesse scolaire et travaillaise les problèmes de l'enseignement, de l'emploi, du service militaire. Ils participent aux luttes de la jeunesse pour le droit au métier, aux loisirs, à la culture (...).

Les caractéristiques communes à toute la jeunesse n'en font pas pour autant on ne sait quelle force sociale opposée à toutes les autres.

Bien au contraire, lorsque les étudiants exigent l'amélioration de leur situation, ils jugent indispensable d'avoir à leurs côtés leurs enseignants dont les intérêts sont identiques. Il ne s'agit pas seulement d'ailleurs des enseignants du supérieur, qui sont les alliés les plus immédiats, mais de l'ensemble des enseignants avec qui il doit être possible d'agir pour l'éducation nationale (...).

Toutefois, aucun problème national, y compris l'enseignement, ne peut être résolu sans la force qui produit les richesses : la classe ouvrière (...). En mai 1968, lorsque la répression a frappé les étudiants, c'est grâce à l'appui de la classe ouvrière, à la grève du 13 mai 1968 qu'il fut possible de faire reculer la répression. Les ouvriers, par leur nombre, par leur place dans la production, par leurs traditions syndicales constituent la grande force du mouvement syndical et démocratique.

Aucun combat d'ensemble, aucune transformation décisive n'est envisageable en dehors de l'alliance avec les grandes centrales ouvrières.

La jeunesse, les étudiants, les enseignants, les travailleurs constituent ensemble un puissant mouvement



démocratique. C'est donc une grande tâche de l'U.N.E.F. que de faire tout ce qui est en son pouvoir pour travailler au rapprochement de toutes les victimes du pouvoir des monopoles.

VI. PROBLEMES INTERNATIONAUX

Victimes en France d'un pouvoir réactionnaire, les étudiants veulent lutter contre toutes les injustices pour la paix, qui est la condition nécessaire du progrès social et de la démocratie.

Solidarité...

Partout dans le monde, les étudiants, les peuples ont affaire au même ennemi : l'impérialisme de nature belliqueuse, de celui fondé sur la domination économique d'une partie du monde et de la volonté qui en découle d'asservir les peuples et de se comporter en gendarme du monde. L'impérialisme américain constitue l'impérialisme le plus puissant du monde et donc le principal ennemi des peuples et des étudiants de tous les pays.

Notre solidarité va donc en premier lieu aux peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge qui, agressés par une barbarie sans égale, infligent de cuisantes défaites à l'impérialisme (...).

Aux Etats-Unis mêmes, un grand mouvement s'est développé pour la paix en Indochine. Les étudiants y tiennent une place importante, ce qui conduit l'administration Nixon à une répression meurtrière, comme l'an dernier à l'Université de Kent où plusieurs étudiants furent assassinés par la police. Il se prépare à assassiner la jeune universitaire Angela Davis.

Au Moyen-Orient, Nixon et le gouvernement de Tel Aviv portent la responsabilité du conflit en refusant la libération des territoires occupés et la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Anti-impérialiste !

La solidarité de l'U.N.E.F. va aux peuples d'Amérique latine en lutte pour la démocratie et l'indépendance et où de Cuba au Chili les Etats-Unis connaissent des revers graves. Elle va aux peuples d'Afrique qui luttent contre le colonialisme et le néocolonialisme.

En Europe, nous ne pouvons tolérer la survivance du fascisme comme en Grèce, qui fut le berceau de la démocratie, au Portugal et en Espagne où après le recul de Franco à Burgos, il faut obtenir maintenant la libération de tous les emprisonnés politiques.

Enfin l'U.N.E.F. tiendra à développer des liens d'amitié avec les orga-

nisations étudiantes qui, dans leurs pays, connaissent un système d'enseignement démocratique. Elle s'intéressera aux réalisations scolaires et sociales des pays socialistes.

Elle combattra tout ce qui a pour but de diviser les étudiants du monde dans la lutte anti-impérialiste (...). Celle-ci suppose, devant l'agressivité de l'impérialisme, le renforcement de l'unité des étudiants du monde au sein de l'U.I.E.

VII. L'U.N.E.F.

Les luttes des étudiants supposent, devant l'ampleur des problèmes à résoudre, que soit créé un rapport de force constant entre les étudiants et leur adversaire. Ce rapport de force ne peut exister de façon permanente que s'il existe une organisation nationale rassemblant les étudiants.

L'U.N.E.F. a, en effet, un passé dont il nous faut conserver tous les aspects positifs. Elle a longtemps été l'organisation où se rassemblaient tous les étudiants, ce qui lui a permis des réalisations importantes comme les œuvres sociales et la Mutuelle.

Mais les problèmes nouveaux qui ont surgi à l'Université et qui sont nés de son développement et des problèmes de son adaptation économique, des luttes qui en découlent, ont créé un débat que les luttes ont en partie résolu. Deux U.N.E.F. sont mortes.

La vieille conception corporatiste n'a pas survécu aux actions menées contre la guerre d'Algérie (...).

Elle refusait toute liaison des étudiants avec le mouvement démocratique.

Sur le fond, le corporatisme refuse de considérer le caractère de classe de l'Université et spéculait sur un prétendu apolitisme.

En fait, cet apolitisme c'est approuver la politique du pouvoir, c'est se conformer à la situation actuelle (...). Une deuxième conception de l'organisation a fait long feu, celle développée par les différents groupes gauchistes et tendant à minoriser l'organisation pour en faire l'appendice prétendument de masse d'un appareil politique (...).

Les luttes revendicatives ont mis en échec cette conception et mis en évidence que les préoccupations tenant du mouvement politique de masse étaient non pas politiques, mais politiques ; non pas de masse, mais groupusculaires.

La volonté de s'agripper en tant qu'organisation politique à la direction de l'U.N.E.F. est apparue par trois fois. Dès le congrès de Marseille trotskystes de la Ligue Communiste quittèrent l'U.N.E.F. parce qu'ils n'avaient pu s'emparer de la direction.

Depuis le P.S.U. s'est maintenu deux ans à la direction et a vu sa base de masse se réduire au fur et à mesure du développement des luttes.

Le congrès d'Orléans consacrait la crise des « liquidateurs » et ne put élire qu'une direction chargée de gérer sa propre crise et en définitive contrainte à démissionner sous la pression des luttes.

Les liquidateurs liquidés

En démissionnant, le bureau national avouait l'échec lamentable de sa politique. Mais dans sa faillite il conservait sa volonté de liquider l'organisation en passant le relais aux

trotskystes de l'A.J.S. Ceux-ci développent une conception démagogique de la lutte revendicative, conception qui, d'ailleurs, se rapproche du corporatisme puisqu'elle considère les étudiants globalement, indépendamment de leur origine sociale et du caractère de classe de l'Université. Ils refusent la lutte anti-impérialiste et lui préfèrent la critique contre les organisations de combat et se sont donné les peuples et notamment les organisations qui réalisent un large front de tous les adversaires de l'impérialisme, en particulier le F.N.L., Le Funk et le Front Patriotique Lao, le Fath.

L'A.J.S. s'est illustrée dans l'U.N.E.F. par l'emploi de la violence contre la démocratie syndicale et les exemples en sont nombreux, de l'assemblée générale de Colombes en 1962 aux défenestrations de Censier et aux violences d'Assas.

Tout en se réclamant verbalement de l'unité, les trotskystes de l'A.J.S. ont pratiqué systématiquement la division, multiplié les pratiques scissionnistes dans les C.A. et tenu un congrès séparé de celui qui avait été convoqué régulièrement par la majorité des comités d'action U.N.E.F.

Leurs conceptions ont, elles aussi, été nées en minorité par les étudiants et l'écrasante majorité des syndiqués qui ont aussi refusé que le gangstérisme s'installe dans l'U.N.E.F.

Les étudiants qui ont refusé le corporatisme et le gauchisme attendent que le congrès de l'U.N.E.F. se prononce sur le caractère que doit prendre l'U.N.E.F. (...).

U.N.E.F. de masse...

Le syndicalisme étudiant n'est donc pas comme le syndicalisme ouvrier, un syndicalisme de classe.

A l'exception d'une minorité de privilégiés, les étudiants sont issus de classes sociales dont les intérêts sont opposés à ceux des monopoles. Cela définit un contenu antimonopoliste à l'action de l'U.N.E.F.

La société est en effet traversée par l'opposition entre des grands monopoles capitalistes et la masse des travailleurs manuels et intellectuels. La lutte des classes est une réalité vivante, aujourd'hui reconnue par l'ensemble des organisations syndicales.

Les étudiants, victimes de l'Université de classe, y participent parce que dans leur lutte ils rencontrent pour adversaire le pouvoir et le grand patronat auquel il est lié.

Cela signifie que le syndicalisme étudiant se réfère à la lutte des classes et se place aux côtés des syndicats des travailleurs (...).

Revendicative...

Le syndicat est en effet l'instrument de la défense des revendications. Il défend chaque revendication particulière, locale ou de catégorie et organise la cohésion des étudiants pour les défendre.

A partir d'une réflexion d'ensemble sur la situation des étudiants, il harmonise les différentes revendications. L'existence d'un syndicat national coordonnant les sections syndicales des facultés et des villes universitaires est indispensable pour instituer un rapport de forces favorable à la satisfaction des revendications. En même temps, la plupart des problèmes des étudiants sont dus à une politique d'ensemble qui nécessite une riposte d'ensemble.

Défenseur des intérêts des étudiants, le syndicat se trouve partout où ceux-ci sont en cause. Il fonde son action sur la présence dans le combat de la masse des étudiants dont il doit favoriser la prise de conscience. L'action des masses étudiantes constitue en effet la condition indispensable des succès.

Tout ce que le syndicat entreprend, il le fait pour favoriser l'action des masses, pour lui donner des points d'appui supplémentaires pour la faire aboutir au succès.

Tout en axant l'essentiel de son action sur la lutte revendicative, l'UNEF se préoccupe de tout ce qui concerne les étudiants.

C'est pourquoi elle fait de la lutte pour la démocratie un objectif de son combat et soutient les luttes des étudiants et des peuples du monde. Ainsi définie, l'UNEF doit être une organisation syndicale de masse. Elle doit tout faire pour rassembler le plus grand nombre d'étudiants dans ses comités d'action.

Cela signifie que l'adhésion à l'UNEF n'est pas conditionnée par les opinions politiques ou philosophiques des étudiants.

L'acceptation de l'orientation du Congrès n'est pas non plus une condition d'adhésion; la seule base d'adhésion, au syndicat, c'est seulement la volonté de se défendre.

Cela signifie que la pratique de la démocratie syndicale doit être la règle de l'organisation à tous les niveaux.

Pratiquer la démocratie syndicale, cela signifie d'abord que dans l'action il faut à tous les moments consulter les syndiqués et les étudiants sur le contenu et la forme de la lutte. Les masses ne sont pas des objets que l'on manipule. C'est par elles et pour elles que nous agissons et leur mouvement doit être conscient et non pas téléguidé. Nous n'avons d'ailleurs rien à craindre de la confrontation avec les étudiants. C'est même la condition de la vitalité de l'organisation, de son développement constant et du succès dans le combat.

... démocratique

La pratique d'une telle démocratie dans l'action suppose bien évidemment la démocratie dans l'organisation.

Les adhérents de l'UNEF sont en effet égaux en droit et il n'existe pas de minorité éclairée pour décider à leur place de leur activité.

Pour que chacun participe à l'activité du syndicat, il est nécessaire que tous les adhérents soient constamment associés aux décisions.

Ainsi conçue, la démocratie syndicale doit permettre de renforcer l'UNEF, elle est notre force.

De grandes tâches attendent l'UNEF. Il appartient aux délégués de notre congrès, de déterminer par une riche discussion l'orientation de notre organisation. De cette discussion dépendent le succès des luttes des étudiants, l'avenir de l'UNEF ●

**vive
le 59eme
congrès
de l'unef**

5 mars 71



Pour la première fois depuis mai-juin 1968 le grand amphithéâtre de la Sorbonne était plein à craquer, à l'occasion de la soirée intersyndicale et internationale du 59^e congrès de l'UNEF. Plus de 3.000 étudiants se retrouvaient en ce vendredi soir et montraient leur volonté de redonner toute sa place à l'UNEF, aux côtés des autres organisations syndicales des travailleurs, enseignants et lycéens.

La plus grande centrale syndicale ouvrière, la C.G.T. était représentée par Jean-Louis Moynet, et symbolisait ainsi la possibilité, la nécessité de l'alliance entre les travailleurs et les étudiants, de l'unité d'action entre les syndicats de travailleurs et de l'UNEF. Prenait ensuite la parole l'U.N.C.A.L. pour les lycéens. On notait aussi la présence d'un délégué du S.N.E.Sup qui adressera son salut samedi, et d'observateurs du S.N.C.S. Des messages du S.N.E.S., du S.G.E.N., du syndicat des bibliothécaires, de la F.E.N.-C.G.T., du S.N.E.P., de la fédération des auberges de jeunesse ont été adressés au 59^e congrès.

Au 59^e congrès de l'UNEF, congrès du renouveau, s'est affirmée, plus forte que jamais, la volonté de lutte unie des étudiants français avec les peuples et les étudiants qui au sein de l'Union Internationale des Etudiants luttent pour la paix, la démocratie, le socialisme. Les participants à la soirée internationale ont chaleureusement applaudi les représentants de la République Démocratique du Vietnam, du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire, du Front Uni Nationale du Kampuchéa, réaffirmant ainsi leur volonté de lutter jusqu'à la victoire finale. Le combat des étudiants de Saigon a suscité un très grand intérêt. Des délégations de l'Union des Etudiants Vietnamiens en France ainsi que de l'Union des Etudiants Khmers étaient présentes. Le salut du représentant de l'U.I.E. suivit

aussitôt. Forte de 81 organisations nationales d'étudiants, l'U.I.E. a ainsi apporté la solidarité des étudiants du monde au 59^e congrès de l'UNEF. L'U.N.E.F., après deux ans d'absence sur le front des luttes anti-impérialistes reprendra toute sa place et jouera au sein de l'U.I.E. le rôle qui lui revient. L'intervention de l'Union Nationale des Etudiants Algériens a rappelé les moments difficiles de la guerre d'Algérie où l'U.N.E.F. a su, en organisation syndicale de masse qu'elle était alors, mobiliser les étudiants pour la paix en Algérie. Cette solidarité entre les étudiants algériens et français se poursuit par l'opposition résolue de l'U.N.E.F. à la mesure de dissolution qui vient de frapper l'U.N.E.A.

De nombreux messages ont été adressés au congrès, notamment ceux de Mikis Thodorakis, des étudiants coréens, mongols, de l'Association des étudiants du Oman, de la F.D.T. (République Démocratique Allemande), des étudiants martiniquais, de l'Union Nationale des Etudiants de l'Allemagne de l'Ouest. Sont présents aussi au 59^e congrès de l'UNEF, la G.U.P.S. (palestiniens), l'organisation pour la libération de la jeunesse (U.S.A.), le comité de coordination des associations des étudiants grecs à l'étranger (membres de l'U.N.E.G.), l'A.E.M.N.A., l'U.N.E.S. (syriens), la F.U.A. (Argentine), l'U.N.E.M. (Maroc), le Conseil des Etudiants hongrois, le Conseil National des étudiants bulgares, le Conseil National des étudiants du Nicaragua, la Fédération des étudiants dominicains, l'U.N.E.L. (Liban), l'U.N.F.P. (Maroc), le Conseil National des étudiants de Tchecoslovaquie. Cette soirée a été un moment important du congrès. Sur le plan international aussi, le renouveau de l'UNEF est en marche. La représentation internationale au 59^e congrès de l'UNEF, la présence de l'U.I.E. en est la preuve ●

Organisations présentes au congrès :
C.G.T.
S.N.E.Sup.
S.N.C.S. (observateur)
U.N.C.A.L.
S.N.P.E.S.B. (F.E.N. - C.G.T.) (personnel de l'enseignement supérieur et bibliothécaires)
F.U.A.J. (auberges de jeunesse)
C.I.R.
P.C.F.

Messages :
F.E.N.-C.G.T.
S.N.E.T.P. (F.E.N.-C.G.T.) (enseignement technique et professionnel)
Conseil de Paris (groupe socialiste et radical)

Délégations :
R.D.V. (Nord-Vietnam)
G.R.P.
F.U.N.K. (Cambodge)
Union internationale des étudiants
Union des étudiants vietnamiens en France
Organisation pour la libération de la jeunesse (U.S.A.)
Union des étudiants khmers
G.U.P.S. (étudiants palestiniens)
U.N.E. algériens
C.N. étudiants de Hongrie
A.E.M.N.A. (étudiants musulmans nord-africains)
U.N.F.P. (Maroc)
C.N. étudiants de Tchecoslovaquie.
U.N.E. marocains
U.G.E. tunisiens
Etudiants communistes tunisiens
C.N. étudiants de Bulgarie.
Comité de coordination des associations des étudiants grecs à l'étranger membre de l'U.N.E. grecs
Comité de soutien de la lutte des peuples sous domination portugaise
U.N.E. syriens
C.N.E. libanais
F.U. Argentine
C.N. étudiants Nicaragua
Fédération des étudiants dominicains
Associations des étudiants de Dakar

Lettres :
S.N.E.S.
S.G.E.N.-C.F.D.T.
Messages :
P. ABRAHAM
G. BADIA
J.-L. BARRAULT
BENEDETTO
Jean DASTE
B. DOLET
Bernard DORT
Pr. P. MILLIEZ
Pierre PARAF
J. PICART LE DOUX
Madeleine RENAUD

Messages :
F.D.J. (R.D.A.)
U.E. coréens
U.E. mongols
Oman
Fédération des associations d'étudiants (R.F.A.)
Etudiants communistes martiniquais
Organisation des étudiants de Berlin-Ouest
Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert

Chers camarades,

Au point désormais atteint de votre Congrès, et en égard à ce qu'il marque dans le devenir du mouvement étudiant, les représentants du S.N.E.-Sup ne peuvent plus se contenter d'être auprès de vous des observateurs muets.

Nous ne pouvons pas, enseignants syndiqués de l'enseignement supérieur, nous qui, dans la F.E.N., sommes les plus directement concernés par les problèmes du mouvement syndical étudiant, garder indéfiniment le regard froid de l'ethnologue devant une tribu lointaine ou de l'entomologiste devant les mœurs des insectes. Il vient un moment où l'observateur se doit de s'expliquer à ceux qu'il observe.

Ce moment pour nous est venu.

Constamment le S.N.E.S.Sup. a affirmé, auprès de ses syndiqués, auprès des autres syndicats de la F.E.N., son attachement au développement de l'U.N.E.F. et aussi à l'existence de l'U.N.E.F., comme syndicat représentatif des étudiants. Cette position de principe fut exprimée lors du 58^e congrès de l'U.N.E.F. par G. Innocent, secrétaire général du S.N.E.S.Sup., qui déclarait alors :

« Parallèlement à notre effort pour gagner des milliers d'enseignants chercheurs qui se tiennent encore éloignés du syndicalisme universitaire, nous souhaitons que l'U.N.E.F. accroisse son audience dans le milieu étudiant et hors de l'Université. » Quant à l'audience des décisions prises à Orléans, et des instances dirigeantes élues au 58^e Congrès, on sait ce qu'il en est advenu, puisque ce sont ces instances qui ont, délibérément, tenté de plonger l'U.N.E.F. dans une crise ouverte qui portait le risque de la disparition pure et simple du syndicat étudiant.

Il ne m'appartient pas de refaire l'historique des semaines passées et de la période à laquelle votre assemblée met un terme en affirmant la présence militante confirmée et renouvelée du syndicalisme étudiant. Je rappellerai seulement ce que furent, successivement, les dispositions prises par le S.N.E.S.Sup. (...)

Préparation démocratique

Mais dans ce vide légal l'essentiel n'était pas dans la référence à des statuts insuffisants et mal rédigés, mais dans le recours à la démocratie syndicale vécue : tout dépendait, et c'est ce qu'affirme notre texte du 10 janvier, des conditions de préparation du congrès.

Nous pouvions dès le 30 janvier avoir là-dessus des inquiétudes. Une semaine avant, le 23, notre Bureau national avait dû prendre position sur l'agression violente de militants syndicaux à Censier, en dénonçant explicitement la responsabilité du groupe politique A.J.S.

Aussi, avons-nous voulu prendre toutes les informations utiles, d'où qu'elles puissent venir. C'est ainsi que j'ai été mandaté pour assister aux assemblées du

le snesup aux côtés de l'unef



10 et du 14 février, la première convoquée par la « Délégation permanente », la seconde par les comités d'action.

En même temps il paraissait chaque jour plus évident que la « Délégation permanente » organisait systématiquement le détournement des assemblées générales, jusqu'aux nouveaux incidents violents de l'assemblée générale du centre Assas, où la responsabilité du même groupe politique fut dénoncée par tous les observateurs syndicaux présents. Si l'on peut penser qu'il arrivait que des cartes partisissent de Paris, il est rare qu'on ait entendu parler de leur réception, pour ne rien dire des conditions de leur distribution. J'ai donc observé les assemblées du 10 et du 14. La liste des comités d'action présents à ces deux réunions fait apparaître, au bénéfice de la réunion du 14, un avantage de représentativité qui tient au nombre des présents, 143 contre 134, et surtout à l'importance des implantations universitaires représentées à travers ces comités d'action.

Tous ces faits réunis nous ont conduit à refuser de considérer l'assemblée de Dijon comme congrès de l'U.N.E.F., et à n'y envoyer aucun représentant, se serait-il même agi d'un simple observateur. (...). Cette attitude n'a pas été celle de toutes les organisations syndicales invitées à Dijon. La « Délégation permanente » a paru constamment plus soucieuse de se chercher des appuis extérieurs à l'Université, plutôt que d'en appeler aux étudiants eux-mêmes. Il est clair que l'U.N.E.F. doit prendre sa place dans l'ensemble du mouvement syndical. Mais les relations de l'U.N.E.F. et des au-

tres organisations ne peuvent pas être cette sorte de caricature de relations diplomatiques qui consistait, pour les organisateurs de l'assemblée de Dijon, à réclamer une reconnaissance, comme, en droit international, un Etat demande la reconnaissance d'un autre Etat, généralement après un putsch ou un coup d'Etat.

La reconnaissance, s'agissant du caractère syndical d'une organisation, ne peut venir ni du S.N.E.S.Sup. ni de personne d'autre. Ce sont les étudiants eux-mêmes qui reconnaîtront leur syndicat, l'U.N.E.F. C'est ensuite que l'U.N.E.F. ainsi reconnue par ceux qui sont les seuls à pouvoir le faire, prendra sa place dans l'ensemble du mouvement syndical.

Dans l'immédiat

Dans l'immédiat, trois exigences essentielles déterminent les rapports que nous entretiendrons avec l'U.N.E.F. : exigence de validité, de représentativité, de démocratie.

Validité tout d'abord : convoquée par plus de la moitié des comités d'action U.N.E.F., lors d'une assemblée elle-même organisée par plus du tiers des comités d'action, — ce qui est conforme aux dispositions générales de la Loi de 1901 —, votre assemblée est en droit d'engager l'avenir du mouvement syndical étudiant sur les objectifs, le programme et les règles d'organisation qu'elle décidera démocratiquement.

Représentativité : elle se constate à la base par l'action menée. Elle se vérifie par le suffrage des étudiants. C'est un principe syndical que la représentativité d'une organisation

se mesure aux suffrages obtenus dans les élections professionnelles. Dans ce sens les militants de l'U.N.E.F. qui défendent les intérêts des étudiants dans les conseils forment et de loin, le groupe syndical le plus influent. Les élections aux C.R.O.U.S. l'ont confirmé, comme le confirmeront les élections au C.N.E.S.R. Partout, dans ces instances, nos élus syndicaux rencontrent, dans la défense des personnels enseignants et dans la lutte pour une université moderne et démocratique, l'appui décisif des élus syndicaux étudiants. Là où il y a dans une U.E.R. ou une Université une majorité syndicale, c'est grâce à la présence militante, — qui n'est pas la participation complice et honteuse qu'imaginent les groupes antisyndicaux — des élus étudiants au nom de l'U.N.E.F., qui ont choisi le renouveau syndical. C'est donc avec ceux qui mèneront l'action revendicative pour les intérêts étudiants, que le S.N.E.S.Sup. défendra la Laïcité de l'Université, si justement chère aux syndicats de la F.E.N., en défendant le monopole de la collation des grades par l'Etat, et en affirmant la vocation du service public de l'Université à former les cadres de la nation et les maîtres de tous les ordres d'enseignement.

C'est avec ceux-là que le S.N.E.S.Sup. militera pour l'application large au sein de l'Université de l'accord du 9 juillet 1970 sur la formation permanente, pour que la vieille université libérale ouvre ses portes à l'université populaire de demain. C'est avec ceux-là aussi que le S.N.E.S.Sup. condamne le projet gouvernemental des I.T.F.P., et qu'il mettra en avant comme l'ont fait la semaine dernière quatre syndicats de la F.E.N. réunis en assises nationales à Cachan, l'exigence pour tous les maîtres d'une formation de haut niveau scientifique, et pédagogique, et l'indissociabilité des garanties de formation et d'emploi.

C'est avec ceux-là que le S.N.E.S.Sup. luttera contre la mainmise des intérêts privés sur l'Université et la recherche et qu'il fera de sa lutte pour la démocratisation de l'Université un maillon de la lutte générale pour la démocratisation de la société. C'est avec ceux-là que le S.N.E.S.Sup. défendra les libertés syndicales et politiques et les libertés individuelles qui reçoivent les atteintes d'un pouvoir, qui compte parmi ses moyens politiques la provocation et la répression policières.

Démocratie enfin, parce que vous le savez, il n'y a pas de vie syndicale si chacun, dans le milieu que représente le syndicat, n'a pas conscience de sa responsabilité propre, et de la part qu'il peut apporter, dans la libre discussion et dans l'action, à l'œuvre commune.

L'U.N.E.F. a connu trop longtemps le vertige suicidaire de la démission syndicale, l'affrontement sans fin des groupes politiques dont la prétention idéologique est inversement proportionnelle au nombre des adhérents.

Ainsi s'est écartée d'elle une masse d'étudiants, qui ne se sont pas reconnus dans le mélange du verbalisme et des actions de commando.

L'U.N.E.F. sait désormais ce qu'il en coûte d'abandonner les règles syndicales de discussion, de concertation, de respect d'autrui, sans lesquelles l'unité et l'efficacité syndicales sont inaccessibles.

Faire le nombre

Démocratie syndicale et syndicalisation s'appellent l'une et l'autre. Pour amener à l'U.N.E.F. la masse des étudiants, il faut qu'ils y reconnaissent leurs revendications essentielles, et aussi un cadre de vie démocratique où ils aient un rôle plein à jouer. Et inversement, la démocratie, qui ne décrète pas arbitrairement, se développera dans l'U.N.E.F. à mesure qu'elle rassemblera dans la lutte revendicative un nombre d'étudiants toujours croissant et toujours plus divers les uns des autres. Car finalement la meilleure façon d'assurer dans le syndicat la pluralité des points de vue, qui ne se confond pas toujours ni nécessairement avec la pluralité des tendances, c'est de faire le nombre.

C'est là la grande tâche maintenant de l'U.N.E.F. qui compte autrefois 100.000 adhérents, à une époque où il y avait à peine plus de 200.000 étudiants. C'était il y a dix ans, quand l'U.N.E.F. participait à la lutte des organisations syndicales et démocratiques pour la Paix en Algérie, sur la base même de sa représentativité syndicale.

Chers camarades,

Ainsi s'achève le mandat que nous avons reçu, d'être à votre congrès, des observateurs chargés d'expliquer publiquement leur position.

En saluant la parfaite tenue de vos travaux, la rigueur et l'intérêt des interventions, en vous remerciant de l'accueil chaleureux que vous nous avez réservé, nous portons en nous la confiance, qui est aussi la vôtre, dans la capacité de l'U.N.E.F. à surmonter les difficultés qui demeurent et qui ne sont d'ailleurs pas celles du seul syndicalisme étudiant ; elles sont aussi celles que tout le syndicalisme universitaire a rencontré à quelque moment de son histoire.

Nous avons besoin de l'U.N.E.F.

Nous en avons besoin pour nos propres luttes, dont l'efficacité s'accroîtra par la solidarité effective, dans l'action syndicale, des enseignants et des étudiants. Aussi, n'est-ce plus en observateur attentif de vos travaux que je m'adresse à vous maintenant, mais en demandeur : refaites l'U.N.E.F., rebâissez le mouvement syndical étudiant !

Cet objectif est aussi le nôtre, comme seront nôtres demain, dans l'égalité des droits et des responsabilités, les luttes communes que nous mènerons, nous S.N.E.Sup., syndicat le plus représentatif de l'enseignement supérieur, et vous qui aurez fait de l'U.N.E.F. le syndicat de masse représentatif de tous les étudiants.

Michel Fichant,

membre du B.N. du S.N.E.Sup.

Salutations de Mikis Theodorakis président du Conseil National du Front Patriotique au 59^e Congrès de l'U.N.E.F.

Chers camarades,

Je vous apporte les salutations chaleureuses et fraternelles du peuple grec en lutte.

Quatre ans après l'instauration de la dictature militaire en Grèce, imposée par l'impérialisme américain et les forces réactionnaires du pays, le peuple et la jeunesse grecs continuent la lutte pour le renversement du régime fasciste, serviteur docile des intérêts du grand capital monopoliste, chien de garde des bases stratégiques de l'agresseur américain contre la souveraineté et l'indépendance nationales des pays arabes de Chypre, pour l'extermination du peuple palestinien, pour la soumission du peuple et de la jeunesse turcs révoltés. Dans cette lutte contre le régime dictatorial qui fait rappeler les jours les plus sinistres du nazisme, le Front Patriotique, l'organisation de résistance de la jeunesse «Rigas Ferraios», l'Union Nationale des Etudiants Grecs, actuellement dans la clandestinité, démontre la plus grande abnégation et témoigne la volonté du peuple grec de renverser la tyrannie et de restaurer la démocratie sur les bases les plus solides et les plus élargies.

Chaque jour qui passe, cet amour pour la liberté et la démocratie se manifeste de plus en plus amplement. Chaque jour qui passe, cette détermination pour la liquidation des séquelles du fascisme embrase

de plus en plus les différentes couches sociales dans notre pays. Le front contre la dictature s'élargit constamment et englobe les plus larges forces démocratiques conséquentes. Mais ce front doit s'étendre en dehors des frontières de notre pays, car si la de notre lutte est nationale, son contenu est international, dans la mesure où l'impérialisme qui se trouve à l'origine de la dictature militaire est un phénomène international, dans la mesure que le combat pour l'indépendance nationale qui est notre combat, nous sommes solidaires avec tous les peuples qui mènent ce combat, et plus particulièrement avec les peuples voisins de la Grèce : les peuples arabes, nos frères Chypriotes, le peuple palestinien, le peuple turc. Au sein de ce large front anti-impérialiste s'alignent aussi les peuples héroïques de l'Espagne et du Portugal.

Chers camarades,

Les défaites cuisantes que le peuple vietnamien, et récemment les peuples du Cambodge et du Laos, ont infligé aux agresseurs américains, les combats victorieux qui mènent les peuples africains contre les séquelles du colonialisme, les mouvements révolutionnaires de l'Amérique latine, tout ça constitue pour nous un héritage inappréciable et l'expérience indispensable pour notre combat contre l'impérialisme, car nous démontrons encore une fois que ce n'est pas les peuples qui ont peur de l'impérialisme, mais l'impérialisme qui a peur des peuples.

— LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE.

— VIVE LA LUTTE HEROIQUE DU PEUPLE GREC !

— A BAS LES COLONELS !

— LA DEMOCRATIE VAINCRA !

bureau national de l'unef

G. KONOPNICKI, Nanterre Lettres, président.
Y. LUCHAIRE, Clignancourt, secrétaire général.
J.-J. AUBLANC, Paris-Histoire, adjoint organisation.
A. BARASZ, Paris-Philo, secrétaire adjoint Paris.
J.-P. BUTAULT, Nancy Droit.
M. BUTLEN, Paris-Lettres.
N. CHAMBON, Lyon Lettres.
J.-L. COHEN, Beaux-Arts, propagande.
P. DHAILLE, Rouen.
R. FAJNZYLBERG, Nanterre, Sciences Eco., organisation.
P. FEIGELSON, Paris-Sciences, « Etudiants de France ».
D. GUENOT, Paris-Histoire.
R. MAURICE, Nanterre Histoire.
R. MARTELLI, E.N.S. Ulm, relations avec U.G.E.
O. MAYER, Paris-Philo, secrétaire Paris.
P. MEHAUT, Nancy Droit.
G. MITTERRAND, Clignancourt, sport.
P. MOREAU, U.G.E.P.
E. OCHANDO, Toulouse Sciences.
J.-R. PENDARIES, Aix Lettres.
F. POMMET, Paris-Lettres, trésorière.
G. POMMIER, C.H.U. Bicêtre, universitaire.
C. VERPILLEUX, Sciences Politiques, social.
G. WASSERMAN, Nanterre Histoire, international.
Mlle KOSSELEC, Histoire, présidente F.R.U.F.
M. COLIN, U.G.E.P., président U.G.E.

COMMISSION DE CONTROLE

R. FAJNZYLBERG, Nanterre Droit, président.
G. CATOIRE, Nanterre Droit.
B. GENESTE, Nancy.
R. MICHEL, Vincennes.
G. RIBARDIERE, P.A.N.

Commissaires aux Comptes

P. GRANDEMANGE, Marseille St-Charles.
J.-Y. LACROIX, Paris-Philo.



Les représentants de la R.D.V. et du G.R.P. et Jean-Louis MOYNOT secrétaire de la C.G.T.

la CGT

Intervention de Jean-Louis MOYNOT membre du bureau confédéral de la C.G.T.

La délégation de la C.G.T., qui est présente au rassemblement de ce soir et assiste à vos travaux, vous adresse un salut chaleureux. La C.G.T., organisation syndicale de masse et de classe, qui a la confiance de la majorité des travailleurs de notre pays, suit avec une grande attention les efforts soutenus et le travail tenace du mouvement étudiant, des militants que vous êtes, pour reconstruire l'U.N.E.F. et en faire la grande organisation dont les jeunes étudiants de France ont un besoin impérieux. Pour défendre leurs conditions de vie et d'études, pour obtenir l'amélioration des moyens et du contenu de l'enseignement qu'ils reçoivent, pour que leurs études débouchent sur l'obtention de diplômes dont le niveau et l'adaptation leur garantissent les conditions de départ du développement de leur vie professionnelle dans un métier qualifié et responsable, les étudiants ont besoin d'agir et de s'organiser. Ils ont besoin de l'U.N.E.F.

La volonté de la C.G.T. de restaurer les meilleurs liens de solidarité, de coopération et d'action commune avec le mouvement étudiant n'est pas une attitude de circonstance. Cette volonté et l'existence de tels liens sont anciens. Je puis moi-même, ancien militant de l'U.N.E.F. et de l'U.G.E., en témoigner. Elle est fondée sur la solidarité de fait des étudiants et des travailleurs (...) Mais il y a plus encore. Les étudiants sont, dans leur très large majorité, de futurs travailleurs salariés. Leurs études d'aujourd'hui conditionnent leur activité professionnelle de demain. En revanche, la possibilité de défendre efficacement la situation des travailleurs dépend aussi de la qualité de l'enseignement reçu. Certes, aujourd'hui, les progrès de la science et le rythme des changements techniques exigent une formation continue. Mais cela ne fait qu'augmenter l'importance de la base de départ : l'éducation et la formation des jeunes avant qu'ils entrent au travail.

Enfin, et peut-être surtout, les travailleurs et les étudiants subissent les uns et les autres, dans l'immédiat, la pression de l'exploitation capitaliste. Les salariés sont exploités et doivent sans cesse défendre leur niveau de vie. Les étudiants sont contraints, pour un grand nombre, de travailler pour se payer leurs études et c'est souvent inconciliable. Les salariés subissent une aggravation constante de leurs conditions de travail et d'existence. Durée et rythme du travail, longs transports mal commodes et coûteux, logements insuffisants, atteintes à la Sécurité sociale détériorent leur santé, leur équilibre nerveux, leur épanouissement dans la vie professionnelle et familiale. Les étudiants, eux, sont

soumis à des conditions matérielles d'études lamentables, qui exigent un effort excessif pour assimiler les connaissances. Les œuvres sociales universitaires sont très insuffisantes. Bien souvent, les étudiants ne mangent même pas assez, ce qui paraît incroyable à notre époque. Ils doivent se loger dans des conditions coûteuses et souvent inconfortables. Ils ont à faire face aux mêmes difficultés que les travailleurs pour les transports, l'accès aux soins en cas de maladie, et pour de nombreux autres problèmes de la vie quotidienne.

Ce parallèle n'est pas une simple constatation formelle. Car les jeunes qui étudient et les adultes qui travaillent subissent tous dans leur existence quotidienne les conséquences du pillage de la nation par les groupes capitalistes sans patrie. Cela se fait par l'exploitation directe dans les entreprises, mais aussi au travers de toutes les conséquences sociales de la politique gouvernementale, à l'Université ou ailleurs, et par toutes les déformations auxquelles aboutit le fonctionnement d'une économie capitaliste : hausse des prix, chômage, par exemple.

C'est dire qu'il y a de solides raisons d'établir des liens solides entre la C.G.T. et l'U.N.E.F.

Nous souhaitons ardemment que ces liens se renouent, pas seulement d'une manière formelle, mais dans les faits, concrètement, dans toutes les villes de France.

Vous voulez que l'U.N.E.F. reprenne vie, qu'elle soit une organisation de masse, démocratique et réellement combative, connaissant les problèmes et les aspirations concrètes des étudiants, à même d'élaborer leurs revendications, et dirigeant leurs luttes. Nous suivons avec la plus grande attention et avec un esprit de solidarité vos travaux et toute votre action qui va dans ce sens. Nous espérons avec confiance qu'elle aboutira rapidement à liquider définitivement les méfaits de ceux qui trichent avec la démocratie, à rétablir l'organisation nationale, l'unité et le caractère de masse du mouvement étudiant, et à lui donner une force réelle.

Cela, c'est votre affaire, et c'est un rude combat. La C.G.T. ne s'immisce pas dans la vie intérieure de l'U.N.E.F. pour des raisons de principe mais aussi parce que c'est aux étudiants seuls qu'il appartient de fixer l'orientation et de résoudre les problèmes de leur mouvement. Personne ne peut prendre celui-ci en tutelle. La C.G.T. vous considère à égalité de responsabilité avec les travailleurs adultes. Elle le fait bien sûr avec beaucoup de sympathie fraternelle en sachant que la rude école à laquelle vous êtes aujourd'hui fera de vous des militants trempés pour la lutte de classe dans leur vie professionnelle de demain.

Nos vœux s'adressent ce soir à l'unité des travailleurs et des étudiants et à l'Union Nationale des Etudiants de France ●

les lycéens

Danielle DUTIL présidente de l'U.N.C.A.L.

Chers camarades,

Nous saluons dans ce congrès les luttes étudiantes étroitement liées au renouveau syndical. Lycéens et étudiants ont de bonnes raisons d'être mécontents et inquiets pour leur avenir.

A cause d'éliminations successives seulement la moitié des lycéens entre à l'Université, des dizaines de milliers d'autres, chaque année, sont contraints d'arrêter leurs études après le bac ou au cours de la scolarité le plus souvent sans formation professionnelle.

A l'Université fondamentalement c'est la même politique.

Pas d'intérêts à défendre... Ceux qui dans la proportion des deux tiers n'obtiennent aucun diplôme au terme de leurs études, la moitié d'entre eux doivent devenir salariés pour les financer ?

Aujourd'hui, la suppression des suris s'inscrit en droite ligne dans ce système de ségrégation sociale.

Cette situation n'est nullement le fait du hasard ; mais bien la conséquence d'une politique cohérente et délibérée.

Le seul responsable : c'est le gouvernement qui sacrifie et subordonne l'enseignement et la recherche aux intérêts privés des grands industriels.

Qu'on ne s'étonne pas alors qu'une telle politique qui va en sens inverse de nos intérêts et de ceux de la nation, provoque un profond mécontentement. Ce mécontentement est d'autant plus vif que le pouvoir faisant fi des revendications, pour masquer ses responsabilités, répond en renforçant son caractère autoritaire.

La condamnation injustifiée du lycéen Gilles Guiot, qui a suscité une riposte immédiate de tous, s'inscrivait dans toute une politique d'atteintes aux droits et libertés démocratiques (...)

Les lycéens comprennent d'autant mieux et sont solidaires des luttes des étudiants pour le renouveau de l'U.N.E.F. qu'ils font chaque jour l'expérience de l'efficacité d'un syndicat de masse et démocratique, organisateur dynamique de leurs luttes, leur propre organisation syndicale : l'U.N.C.A.L. (...)

Ils sont toujours plus nombreux à rejoindre leur organisation syndicale pour être les artisans de succès futurs. Ils pourront rejoindre à l'entrée de l'Université une U.N.E.F. renouée pour y défendre leurs revendications (...)

Nous ne pouvons que souhaiter le renforcement de l'action commune des étudiants et des lycéens à l'exemple de mars 70, pour la défense de l'enseignement des langues, de notre participation commune aux grands rassemblements du 1er mai, contre la loi scélérate, pour les revendications.

Le grand rassemblement du 10 mai, les manifestations contre l'intervention US au Laos et au Cambodge, celle pour la libération de seize patriotes basques, ont été l'occasion de l'affirmation commune des lycéens et étudiants, de leur solidarité aux peuples qui luttent pour la paix et l'indépendance, la démocratie et le progrès social. Et en particulier avec les peuples et la jeunesse héroïques d'Indochine en lutte contre l'agresseur US.

VIVE L'UNITE D'ACTION DES LYCEENS ET DES ETUDIANTS !

VIVE LE 59e CONGRES DE L'U.N.E.F. !

rénovée, l'unef combat l'impérialisme

« Vive l'U.N.E.F. renouvelée, vive l'U.N.E.F. anti-impérialiste », tels étaient les mots d'ordre que criaient les 3.000 étudiants présents dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne pour la soirée internationale du congrès.

En fait, une même réalité, car le renouvellement de l'U.N.E.F. c'est le renouvellement de la solidarité internationale, le renouvellement de la place des étudiants français dans le combat contre l'impérialisme.

Au bilan de faillite de l'ancien bureau national de l'U.N.E.F. se situe en bonne place cette question des luttes pour la paix, l'indépendance des peuples.

Loin de lutter aux côtés de toutes les forces pacifistes et démocratiques de notre pays, loin d'intégrer les étudiants dans le combat d'ensem-

ble de notre peuple, il n'avait pour objectif que de diviser ces forces dont l'unité est indispensable.

Le 59^e congrès de l'U.N.E.F. a décidé d'en finir avec ces pratiques inadmissibles, il a décidé de porter à un niveau inégalé les luttes anti-impérialistes des étudiants français.

Pourquoi une U.N.E.F. anti-impérialiste ?

Dans le débat avec les étudiants qui a précédé le congrès, cette question est souvent revenue : pourquoi l'U.N.E.F. doit-elle intervenir sur les problèmes internationaux ?

A cette question, pas de réponse toute faite, la réponse ne peut, en effet, venir que des étudiants, de leurs organisations, de la nature même de leurs intérêts.

Les étudiants français ont été une composante importante du combat des forces démocratiques pour imposer l'indépendance du peuple algérien.

C'est dans leur ensemble qu'ils condamnent l'agression américaine en Indochine et son extension. Depuis des années ils sont parmi les meilleurs artisans du combat pour le soutien aux peuples d'Indochine. C'est par milliers qu'ils étaient présents, le 10 mars dernier, à l'appel de 41 organisations et notamment la tendance U.N.E.F. renouvelée qui palliait ainsi les carences du bureau national de l'U.N.E.F.

C'est massivement qu'ils ont participé au combat sous toutes les formes : pour sauver IZKO et ses camarades des griffes de Franco le fasciste assassin.

La liste de tels exemples pourrait être très longue, ils attestent tous

avec force que les étudiants haïssent la guerre impérialiste, le fascisme et le racisme, qu'ils aspirent profondément à la paix, l'indépendance des peuples, la justice et le progrès social.

Or toutes ces aspirations légitimes se retrouvent confrontés au même ennemi.

C'est le même ennemi qui commet contre les peuples indochinois les crimes les plus horribles (massacres collectifs, biocide, génocide), dans le seul but de maintenir sa domination politique, militaire et économique sur les peuples qui n'aspirent qu'à leur liberté, leur indépendance.

C'est le même ennemi qui, au Moyen-Orient, soutient les forces réactionnaires et expansionnistes de l'Etat d'Israël, tente de liquider les forces de résistance du peuple palestinien. C'est le même ennemi qui emprisonne et torture les démocrates en

Grèce, en Espagne, au Portugal ou au Brésil.

C'est le même ennemi qui tente de s'accrocher aux vestiges du passé : le colonialisme, le néo-colonialisme. Cet ennemi, il a nom l'impérialisme, il est le fait de quelques poignées de grands possédants qui veulent maintenir leur domination et leur exploitation partout où ils le peuvent encore, qui veulent tenter de reconquérir leurs privilèges là où ils les ont perdus.

Mais plus encore que la réponse à leurs aspirations, la lutte contre les puissances impérialistes constitue pour les étudiants de notre pays un combat qui va dans le sens de leurs intérêts les plus profonds.

De par les changements intervenus dans leur situation sociale présente, dans leur avenir, les étudiants ont avec la masse des étudiants de leur pays, voire des étudiants du monde,

des intérêts communs, la satisfaction de leurs intérêts immédiats et d'avenir se heurte en effet aux mêmes possédants et exploitants qui oppriment les peuples.

Le combat anti-impérialiste des étudiants n'est par là même, pas un combat différent de celui qu'ils mènent pour leurs revendications pour une université démocratique, c'est fondamentalement le même combat, combat que l'organisation syndicale des étudiants doit prendre en charge, développer, organiser.

Quels objectifs pour l'U.N.E.F. ?

Le combat, les étudiants français ne peuvent le mener seuls dans leur propre pays, mais au contraire aux côtés

de toutes les forces qui ont les mêmes intérêts et objectifs anti-impérialistes, donc en particulier de la classe ouvrière.

Ce combat, les étudiants français ne peuvent le mener seuls au plan international, mais ils doivent le mener dans l'unité aux côtés de tous les mouvements progressistes et des étudiants du monde, de toutes les forces anti-impérialistes.

Certes, sur tous les continents l'impérialisme recule, de Saïgon à Santiago du Chili il perd pied, là où hier encore il était le maître. Mais notre vigilance ne doit pas cesser, bien au contraire, car, mis sur la défensive l'impérialisme accroîtra son agressivité. L'élément décisif pour lui porter de nouveaux coups est à présent l'unité de toutes les forces qui le combattent. C'est pour cela qu'à son 59^e congrès l'U.N.E.F. s'est fixé pour objectif d'être un élément positif dans le combat pour l'unité. C'est pour cela qu'en France même elle s'associera à l'ensemble des initiatives unitaires prises par les organisations démocratiques françaises, elle aura elle-même à cœur de présenter éventuellement de telles initiatives.

Dès aujourd'hui, dans les villes comme au plan national, l'U.N.E.F. s'attachera à répondre positivement à la demande des délégués au 59^e congrès de la République démocratique du Vietnam, du G.R.P. et du Funk (Cambodge), et intensifier le soutien des étudiants aux peuples d'Indochine jusqu'à la victoire finale, de renforcer leur vigilance afin de dissuader Nixon de toute tentative d'agression contre le Nord-Vietnam.

Dès aujourd'hui l'U.N.E.F. répondra favorablement à la demande des délégués de l'Union générale des étudiants palestiniens au 59^e congrès en développant les actions de solidarité





avec les peuples arabes pour la liquidation des séquelles de l'agression de 1967, en aidant le peuple palestinien dans sa lutte pour la reconnaissance de ses droits et intérêts fondamentaux, en dénonçant toute tentative de liquidation de la résistance palestinienne, en soutenant enfin le combat courageux des progressistes israéliens. Comme dans tous les domaines de la lutte contre le colonialisme, le néo-colonialisme, l'U.N.E.F. prendra toute sa place dans le combat pour la solidarité avec les peuples d'Angola, du Mozambique, de Guinée-Bissau en lutte contre le colonialisme portugais. Telle sera sa réponse au message qu'a envoyé le Parti de l'indépendance du Cap-Vert et de Guinée.

De même qu'elle sera aux côtés de tous les progressistes qui subissent la répression, elle défendra partout le respect des droits de l'homme y compris lorsque des atteintes pourraient y être portées dans les pays socialistes.

L'U.N.E.F. se fixe pour objectif immédiat de développer la lutte des étudiants pour sauver Angela Davis, la jeune universitaire noire que le raciste Reagan veut assassiner. L'U.N.E.F. enfin renouera ses relations avec de nombreuses organisations, elle redéveloppera des liens particuliers avec sa grande amie l'Union Nationale des Etudiants Algériens et combattra de toutes ses forces pour la levée de la mesure de dissolution qui frappe l'U.N.E.A. Autant d'objectifs ambitieux, mais qui sont à la mesure des forces que saura se donner une U.N.E.F. renouée.

C'est en se donnant ces perspectives d'action que l'U.N.E.F. pourra enfin jouer un grand rôle au sein de l'Union Internationale des Etudiants. L'U.I.E., forte de 89 organisations représentatives de millions d'étudiants, est la grande organisation de combat unie des étudiants du monde pour la démocratisation de l'enseignement, contre l'impérialisme.

Au sein de l'U.I.E. de grands pas ont été franchis dans le renforcement de l'unité anti-impérialiste et son 10^e congrès, tenu récemment à Bratislava, a marqué ce renforcement.

L'U.N.E.F. soutient les décisions et actions de ce 10^e congrès, mais nous pensons qu'il faut faire plus encore dans le sens du renforcement de l'unité.

Tel sera notre but fondamental dans notre activité au plan international, de notre présence au sein de l'Union Internationale des Etudiants.

Renouveau des luttes étudiantes, renouveau des luttes anti-impérialistes, renouveau de l'U.N.E.F., le 59^e congrès s'est donné de grands objectifs.

Avec les étudiants ils seront tenus !

G. Wasserman,
Responsable International.

le 24 tous unis dans l'action

Les étudiants, au travers de leurs luttes exigent les moyens de vivre et d'étudier dans des conditions décentes, la garantie de leurs débouchés. Le gouvernement tourne le dos à leurs exigences et ce n'est que contraint par la lutte qu'il consent à améliorer la situation. Les possibilités existent aujourd'hui pour obtenir de nouveaux reculs du pouvoir. Ceux-ci doivent porter sur les conditions de vie, la sélection, les crédits, la formation des maîtres, c'est-à-dire les problèmes les plus urgents.

Pour cela, il faut accentuer la pression, porter à un niveau supérieur l'action des étudiants.

C'est dans ce but que le B.N. de l'U.N.E.F. appelle les étudiants à agir le 24 mars pour contraindre Guichard à négocier avec les représentants des étudiants.

Guichard peut et doit céder ! L'U.N.E.F. s'y emploie en développant l'action.

Le Bureau National de l'U.N.E.F.

jane fonda

Interview exclusive à
« Etudiants de France »
le 16 mars 1971

propos recueillis par
G. Wasserman et P. Feigelson



E. de F. : Vous avez déclaré, au cours de la conférence, que votre nom et votre célébrité servaient à faire de la publicité autour des crimes de guerre, à crever le mur du silence. Mais est-ce que votre action reste individuelle ?

J. Fonda : Non, le problème est de populariser, par le témoignage des vétérans, les crimes de guerre commis en Indochine, qui dépassent en atrocité tout ce qu'on peut imaginer ; Nixon fait faire le silence aux U.S.A., et utilise toutes les manœuvres pour les justifier : racisme, etc. Et, en même temps, il nous fait avancer un plan de paix honorable et acceptable ; là, nous reprenons totalement le plan en huit points de Mme Binh que Nixon refuse de discuter.

E. de F. : Mais cette bataille est-elle isolée ou...

J. Fonda : C'est-à-dire que 73 % des Américains sont contre la guerre ; mais ils ne sont pas tous des combattants de la paix ; il s'agit donc d'élargir l'action, à partir des mouvements de G.I.'s, des désertions, ou des vétérans... Le 19 avril, jusqu'au début mai, vont avoir lieu une marche vers Washington et une série de campagnes d'explications, d'agitation vers la population. Nous pensons que plusieurs dizaines de milliers de personnes participeront à ces actions.

E. de F. : Quelle est la place de l'intervention étudiante ?

J. Fonda : Avec les vétérans, j'ai réalisé plusieurs tournées dans les universités ; leur niveau de conscience est assez élevé dans la

mesure où ils comprennent l'importance des propositions de Mme Binh. Ils seront présents à Washington en mai 1971.

E. de F. : Oui, d'ailleurs l'U.N.E.F. avec « organisation pour la libération de la jeunesse américaine » envisage des actions jumelées entre universités de France et des U.S.A., contre l'impérialisme U.S. en Indochine.

J. Fonda : C'est excellent. L'action étudiante est tout à fait positive. Les présidents étudiants d'université sont allés au Vietnam, et à leur retour ont appelé à la désertion et à signer le « tract de la paix des peuples » (...).

Mai sera un grand moment de la lutte, malgré la répression de Nixon.

E. de F. : A ce sujet, êtes-vous en liaison avec les Black Panthers, votre position sur Angela Davis et Bobby Seale, etc.

J. Fonda : Actuellement, aux U.S.A., existe l'organisation qui s'appelle « Coalition du peuple pour la paix et la justice » qui s'articule sur trois axes : Nixon doit rendre publique la date de retrait des troupes, salaire minimal de 6.500 dollars, libération des emprisonnés politiques (...). J'ai vu Angela Davis, la semaine dernière, elle est très forte et très libre...

E. de F. : Jane Fonda, vous revenez en juin en France, nous espérons vous entretenir plus longuement à ce moment-là ! Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?

J. Fonda : (...) L'important c'est le peuple américain qui doit se rendre compte de ce qui est fait, qui doit bouger : ... c'est le peuple américain. ●

50 universités en lutte

Bordeaux

A la suite de la grève des tickets de restaurants universitaires, le C.R.O.U.S. menace l'A.G.E.B. et l'A.R.T. de poursuites judiciaires. Plus de 2.000 cartes de protestation ont déjà été signées.

Douai

A L'ECOLE DES MINES : DIALOGUE OU REPRESSION ?

Il y a 15 jours, la direction de l'école décidait de fermer l'établissement à la suite du mouvement de grève décidé par les élèves pour la réintégration de deux de leurs camarades. Ces deux étudiants avaient été exclus pour trois mois avec le motif suivant : « incorrection et gaminerie ».

Après le « lock-out » les étudiants se voient proposer « d'engager des réflexions sur les problèmes de fond qui semblent être à l'origine du malaise actuel ».

Le C.A.-U.G.E. s'oppose à la direction lorsqu'elle affirme que « le problème de la réintégration des deux élèves dont la sanction sera bientôt terminée est désormais très largement dépassé ».

Le C.A. invite l'ensemble des élèves à refuser la discussion tant que la reconnaissance explicite des libertés d'expression et syndicale n'aura pas été faite par l'administration et cela ne peut commencer que par la réintégration des deux camarades.

Lille

La répression frappe un étudiant palestinien, Michel Abdel Massoh, menacé d'expulsion par la Préfecture du Nord et le ministère de l'Intérieur. L'unique motif est « participation à des activités à caractères politiques ».

L'action des étudiants lillois, de l'A.G.E.L., a contraint le pouvoir à un premier recul.

L'A.G.E.L. a appelé à un meeting le 16 mars pour obtenir la levée totale des menaces.

LES NERVIS S'AGITENT

Minoritaires parmi les étudiants, un commando de nerwis de l'A.J.S. a occupé les locaux de l'U.N.E.F., rue de Valmy. Les syndicats A.G.E.L., U.N.E.F., C.F.D.T., C.G.T. et F.E.N. se sont élevés contre cette occupation et exigent que le siège de l'A.G.E.L. soit restitué aux étudiants.

Limoges

Un lycéen est mort du fait de manque d'installations suffisantes pour l'éducation physique.

Les lycéens de Gay-Lussac ont engagé la lutte pour obtenir les débloquages de crédits nécessaires, l'amélioration des conditions de travail et de sécurité dans cet établissement. Ils bénéficient du soutien des comités d'action U.N.E.F. pour la satisfaction de leurs revendications, contre la fermeture de l'établissement.

Lyon

Depuis le 18 janvier, les étudiants du Conservatoire d'Art Dramatique sont en grève. Leurs revendications partent sur :

- Le statut étudiant,
- Un déblocage des crédits,
- Des réformes pédagogiques,
- La reconnaissance des libertés syndicales et démocratiques.

Dans l'action, le premier Comité d'Action U.N.E.F. du Conservatoire s'est constitué.

Les étudiants en Art Dramatique ont reçu le soutien du congrès de l'U.N.E.F.

Villetaneuse

La faculté fermera en mars si... ! Tel était le risque que courait la nouvelle faculté de Villetaneuse au vu de son budget.

Interventions des C.A. U.N.E.F., grève, meeting, manifestation à St-Denis, pétition puis Sit-in devant le ministère. Plusieurs semaines de lutte, pour que Guichard accepte enfin de négocier avec le conseil.

Le pouvoir doit reculer : des crédits supplémentaires seront accordés !

Nancy

EFFRACTION AU SIEGE DE L'A.G.E.N.

Des inconnus ont volé près de 5.000 francs au siège de l'A.G.E.N.-U.N.E.F., 1, rue G.-Simon, dans la nuit du 7 au 8 mars.

Sorbonne-Censier

Déjà 5.000 étudiants ont signé la pétition exigeant le maintien de l'I.P.E.S. pour 1971 et l'abrogation des mesures sur les I.T.F.P. La coordination des C.A.-U.N.E.F. de la Sorbonne appelle « au développement de l'action dans la préparation du 24 mars ».

Paris

« NON A L'AUGMENTATION DES FRAIS DE SCOLARITE A H.E.C., H.E.C.J.F., Sup de CO GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT ! »

C'est en ces termes que les 3 C.A.-U.G.E. invitent les étudiants à prendre en main leurs revendications.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris ayant avoué explicitement qu'elle voulait faire admettre le principe de l'augmentation des frais de scolarité et leur indexation aux « 259 articles ».

L'U.G.E. s'est prononcée dès le départ pour l'ouverture de négociations refusant l'augmentation et le principe de l'indexation, montrant que seule la gratuité de l'enseignement dans les écoles de commerce permettrait une réelle démocratisation.

Il est significatif de constater qu'à Sup de CO comme à l'H.E.C.J.F., l'U.G.E.-U.N.E.F. n'existe que depuis le début de l'année et que les luttes ont été animées par ces comités d'action.

Orsay

Succès du meeting de soutien aux progressistes américains pour la libération d'Angela Davis dans le cadre de la semaine de mobilisation.

Marseille

A l'appel de l'U.N.E.F. et de la F.R.U.F. un meeting rassemble plusieurs centaines d'étudiants d'Aix, d'Avignon et de Marseille devant le C.R.O.U.S. et le Rectorat. Ce meeting se tenait au moment de la réunion du C.A. du C.R.O.U.S. élu en janvier pour appuyer les revendications.

Vincennes

La police perquisitionne dans la faculté. Avec le C.A. U.N.E.F. toute la faculté se met en grève.

Le Conseil d'Université se réunit et vote une motion de protestation s'engageant à ne faire appel aux forces de police sous aucun prétexte. La mobilisation, la vigilance doivent se poursuivre.

Vendredi 12 mars, à l'aube, les forces de police ont perquisitionné dans les facultés de Censier, Assas et Vincennes.

Prenant prétexte des bagarres qui ont eu lieu mardi 9 mars au Palais des Sports, lors du meeting d'Ordre nouveau, et de la recherche de dépôts d'armes, le pouvoir n'a pas hésité à violer les franchises universitaires.

Il s'agit en fait d'une provocation manifeste montée de toutes pièces par le pouvoir qui avait refusé d'interdire le meeting d'Ordre nouveau, comme l'avait demandé l'ensemble des organisations démocratiques (et l'U.N.E.F. à son 59e congrès).

Le but de cette opération était certes de susciter un réflexe de peur dans la perspective des élections municipales, mais surtout, d'entraver le développement actuel des luttes dans l'ensemble du pays et à l'Université.

Le Bureau national de l'U.N.E.F. a protesté contre cette provocation, contre le viol des franchises universitaires : conformément aux décisions du Congrès, il appelle les étudiants à lutter pour le maintien et le développement des libertés démocratiques.

L'U.N.E.F. exige enfin la dissolution du groupe fasciste Ordre nouveau.

Bourses :

Les dossiers de demande de bourses doivent être déposés avant la fin mars dans la plupart des académies. Après écrémage, un étudiant sur 6 sera boursier, avec une moyenne de 220 F par mois, pendant 9 mois, bien sûr, soit le montant moyen d'un loyer en ville, compte tenu de l'insuffisance du nombre des places en cité. Enfin, que ceci ne nous inquiète plus, Guichard promet une augmentation de 120 F du taux des bourses (par an, soyons rassurés !)

La rage de l'A.C.E.S.

L'amicale des marchands de photocopies de la faculté des Sciences de Paris ne peut supporter l'existence de l'UNEF. Battue par Paris-Sciences-UNEF aux dernières élections universitaires, elle s'en retourne devant le tribunal, pour demander... rien moins que la dissolution de l'UNEF, coupable de l'avoir exclue en 1968 ! Belle aubaine pour M. Guichard et pour ceux qui rêvent de voir disparaître l'UNEF. Hélas pour eux, le verdict des étudiants est déjà rendu : l'UNEF est redevenue leur syndicat.

Les cartes hebdomadaires : une augmentation camouflée

La qualité de la nourriture des restaurants universitaires est, comme chacun sait, inversement proportionnelle au rythme des hausses de tarif et à la longueur de la file d'attente.

La dernière trouvaille en matière de hausse est une carte hebdomadaire, agrémentée de tickets, le tout portant le prix du repas à 2,20 F. A peine annoncée, la mesure a été repoussée à l'initiative de l'U.N.E.F. et de la F.R.U.F., par les étudiants de Brest, de Besançon, de Rennes et de Nice. Mais le Conseil national des œuvres a l'intention de généraliser cette mesure. C'est pourquoi l'U.N.E.F., l'U.G.E. et la F.R.U.F. ont décidé de généraliser la riposte des étudiants en éditant une carte à faire signer dans les restau-U. Résultats : 700 signatures à Reims, 2.000 à Paris-Sciences, 250 aux Arts déco de Paris, 2.000 à Marseille, 1.200 à Antony, etc. La campagne s'intensifie : grève des restau-U. à Bordeaux et Antony. Le C.N.O. annonce un report de la mesure... A suivre...

Grève à la Faculté des lettres

Un mouvement de grève a été déclenché contre le projet d'instauration des L.T.P.F. Dans leurs luttes les étudiants dénoncent les tentatives politiciennes de prise en main du mouvement par les divers liquidateurs.

I.T.C. ACTUALITES

8, cité d'Hauteville,
75 - PARIS-X*

Etudiants.

Chaque mois dans « I.T.C. actualités » vous trouverez le point de vue des ingénieurs, techniciens et cadres communistes sur les questions du moment.

Le numéro 5 F. est en vente dans les kiosques et librairies.

Abonnements tarif spécial étudiant :

- 1 an : 25 F au lieu de 35 F.
- 6 mois : 14 F au lieu de 19 F.

* I.T.C. - C.C.P. 31 881 32 La Source, 8, cité d'Hauteville - Paris-X* - 824-64-14.

